



## **GILETS JAUNES. LA REVOLTE DES MARCHES FRANÇAISES**

Par Nathanaël Uhl,  
chercheur associé auprès de  
l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte (ACJJ)  
Décembre 2018  
12.800 signes

*Incendies sur les Champs-Élysées, blocages des ronds-points en Province, la Marianne de l'Arc de triomphe énuclée. Les images ont choqué jusqu'outre-Atlantique.*

Depuis le 17 novembre, la France vit au rythme imposé par les « Gilets jaunes » alors que le gouvernement semble, à l'heure où ces lignes étaient écrites, se montrer incapable d'entendre les revendications qui s'expriment, certes de manière spécialement confuse.

*Profond soutien dans l'opinion*

Mouvement populaire né de la contestation de l'augmentation des taxes, « à vocation écologique », sur les carburants, cette contestation a pris un tour qui déjoue, aujourd'hui, toutes les tentatives de catégorisation. « Nouvelle jacquerie », « révolte de la classe moyenne », « manif de ceux qui gagnent 1 000 euros par mois », chacun tente de faire rentrer ce mouvement sans tête dans une case. Le gouvernement éprouve bien des difficultés à

trouver une réponse à cette lame de fond qui monte des entrailles d'un pays qui ne sait plus ce qu'il est.

Chaque fois que les observateurs semblent parvenir à définir les « Gilets jaunes », un élément déjoue l'analyse et ramène tout le monde à la case départ. Une seule certitude émerge cependant. Ce mouvement semble bénéficier d'un profond soutien au sein de l'opinion publique. Avant une nouvelle journée de violences, samedi 1<sup>er</sup> décembre, selon un sondage Odoxa-Dentsu consulting pour Franceinfo et *Le Figaro* publié mercredi 28 novembre, 84 % des interrogés le trouvent « *justifié* »<sup>1</sup>, soit 7 points de plus en une semaine et ce, après la tentative du président de la République Emmanuel Macron, de faire baisser la tension. Selon l'institut Elabe pour BFMTV, ce sont 75% des Français qui soutiennent les « Gilets jaunes »<sup>2</sup>.

A l'image de cette perception positive de la part des sondés, les « Gilets jaunes » se révèlent particulièrement composites quand ils ne sont pas contradictoires. Preuve en est, ils ne paraissent toujours pas en capacité de se doter d'une structure de porte-parole cohérente. Une tentative de nommer huit représentants a échoué la semaine précédant le 1<sup>er</sup> décembre, une partie notable des Français se reconnaissant comme « Gilets jaunes » lui déniait toute légitimité. Parmi les initiateurs du mouvement, deux des figures de proue ont refusé l'invitation du Premier ministre, Edouard Philippe, à une rencontre à Matignon le 30 novembre, à la veille d'une nouvelle manifestation.

Les revendications qui émergent semblent tout aussi contradictoires. Le jeudi 29 novembre, à l'issue d'un sondage mis en ligne sur les différents sites de soutien au mouvement et auquel auraient participé 30 000 personnes, 45 « *directives du peuple* » ont été publiées à l'attention des députés « *pour être transformées en loi* »<sup>3</sup>. On retrouve pèle mèle, l'exigence de « *zéro SDF* », « *le SMIC à 1.300 euros* », « *le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé (Pas de retraite à points)* », « *fin de la hausse des taxes sur le carburant* », « *pas de prélèvement (de l'impôt – NDA) à la source* » ... Alors que la plateforme exige que « *les demandeurs d'asiles soient bien traités* » (mais aussi, comprenne qui pourra, que « *les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine* »), des « Gilets jaunes »

---

<sup>1</sup> Sondage réalisé par internet les 27 et 28 novembre 2018 auprès d'un échantillon de 1 005 Français âgés de plus de 18 ans.

<sup>2</sup> *Gilets jaunes: 75% des Français soutiennent les gilets jaunes d'après un sondage Elabe pour BFMTV*, in BFMTV publié jeudi 29 novembre 2018, consulté jeudi 29 novembre 2018

<sup>3</sup> *Les revendications des gilets jaunes*, publiées par France Bleu jeudi 29 novembre 2018, consulté le 29 novembre 2018.

ont dénoncé, sur un barrage de Flixecourt dans les Hauts-de-France, des migrants clandestins aux forces de l'ordre<sup>4</sup>.

### *Préalable au dialogue*

Le 2 décembre, dans les colonnes du quotidien *Le Journal du Dimanche*, dix « membres fondateurs » du mouvement « Les Gilets jaunes libres » ont défini un autre corpus de revendication. Se distanciant brutalement des violences commises par ou au nom des « gilets jaunes », ils se proposent de tendre la main au gouvernement. Les signataires, parmi lesquels la Bretonne Jacline Mouraud, une des égéries médiatiques du mouvement, pose un préalable au dialogue avec l'exécutif : « *De manière immédiate et sans condition, nous demandons le gel de la hausse des taxes sur les carburants et l'annulation de l'alourdissement du contrôle technique automobile.*<sup>5</sup> » Ils proposent ensuite : « *l'ouverture d'états généraux de la fiscalité, d'une conférence sociale nationale, d'assises "territoires et mobilité" qui prendront la forme de débats régionaux, l'organisation de référendums réguliers sur les grandes orientations sociales et sociétales du pays, l'adoption du scrutin proportionnel pour les élections législatives afin que la population soit mieux représentée au Parlement.*<sup>6</sup> » Faute d'un geste du gouvernement sur les taxes relatives au carburant, une rencontre envisagée pour le 4 décembre a été annulée par les « Gilets jaunes ».

Entre les résultats du « sondage » en ligne et le contenu de l'appel lancé par les « modérés », tels qu'ils se définissent, il demeure toutefois un point de ralliement dans cette confusion, à savoir un corpus de revendications portant sur la question du pouvoir d'achat, mais aussi un changement du mode de représentation politique. De l'introduction de la proportionnelle aux élections législatives ou de la modification, voire suppression, du Sénat, la contestation de la représentativité des parlementaires, du monde politique plus largement, semble constituer un point de convergences de ces « gilets jaunes » aux aspirations multiples voire contradictoires.

### *Rejet des corps intermédiaires*

---

<sup>4</sup> *Ces gilets jaunes qui ont dénoncé des migrants*, publié par Konbini sur youtube le 24 novembre 2018, consulté le 25 novembre 2018/

<sup>5</sup> *Des Gilets jaunes lancent un appel : "Nous voulons être les porte-parole d'une colère constructive"*, in *Le JDD* publié le 2 décembre 2018, consulté le 2 décembre 2018.

<sup>6</sup> *Des Gilets jaunes lancent un appel : "Nous voulons être les porte-parole d'une colère constructive"*, op. cit

Le mouvement rassemble pêle-mêle anciens électeurs de droite et de gauche, des électeurs déçus d'Emmanuel Macron, des activistes d'extrême-droite et des militants d'extrême-gauche mais aussi des milliers de citoyens qui ne se reconnaissent plus dans aucun corps intermédiaire. Ce rejet de l'intermédiation, sur laquelle est pourtant construite la démocratie française, constitue visiblement le ciment qui unit les « Gilets jaunes ». Ils refusent autant la « récupération » des partis politiques que le soutien des organisations syndicales. En cela, le gros des bataillons contestataires se positionnent en miroir exact d'Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon, lesquels ont théorisé un rapport direct « *au peuple* ». Il s'agit là d'une des conséquences logiques de la lente dérive des grands appareils partisans incapables, dans leur masse, de répondre aux attentes immédiates des habitants de la France. Ce divorce s'est approfondi ces dernières années, au fil des élections, se traduisant par la montée de l'abstention et la dynamique des forces dites « populistes ».

Aujourd'hui, les « Gilets jaunes » dessinent, cependant, une autre fracture qu'un simple divorce entre citoyens et leur représentation politique. Certains veulent y voir une opposition entre « intellos » et « pros », oubliant qu'avocats, médecins, dirigeants politiques ont pris parti en faveur des « Gilets jaunes ». Il est possible que les « Gilets jaunes » traduisent l'éloignement entre le « peuple » et les « élites ». Mais ils semblent plutôt témoigner d'une révolte des périphéries spatiales de la France.

En 2005, avec les émeutes des banlieues, nous avons assisté au soulèvement des périphéries symboliques du pays. Cette fois-ci, ce sont les marches qui se révoltent, semblant donner raison au géographe controversé Christophe Guilluy dans son livre *La France périphérique*<sup>7</sup>. Selon l'auteur, ce « peuple » - 60% de la population métropolitaine - ne fait plus partie du projet de société des « élites ». A leur tour, ces Français oubliés auraient pris leur partie de cette nouvelle donne et ont commencé à s'affranchir du projet politique des classes dirigeantes. Il écrit ainsi : « *Un lent processus d'affranchissement des couches populaires est en route [...] Ces "affranchis" sont en train de remettre en cause l'essentiel de la doxa des classes dirigeantes, qui n'ont toujours pas pris la mesure du gouffre idéologique et culturel qui les sépare désormais des classes les plus modestes* ».

*Le pacte social questionné*

---

<sup>7</sup> Christophe Guilluy, *La France Périphérique*, Flammarion, Paris, 2014.

Témoin de cet affranchissement, le rejet de l'impôt et, particulièrement, de la manière dont il est utilisé. C'est bien le pacte social qui est questionné. Ainsi, le financement des prestations sociales, qui apparaissent destinées en priorité aux populations immigrées, est ainsi fortement contesté. Au cœur de la sécession mise en lumière par les « Gilets jaunes », un Français sur deux se dit confronté personnellement à des difficultés importantes « invisibles » des pouvoirs publics ou des médias. Selon le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), « *la population a le sentiment qu'elles sont invisibles tant les difficultés perdurent depuis longtemps. Le traitement des phénomènes est jugé inefficace, trop globalisant et ne correspondant pas au vécu personnel : au-delà de l'accès à l'emploi, les Français témoignent de leurs difficultés à accéder à un emploi durable; au-delà de la baisse du pouvoir d'achat en général, émergent les difficultés des petites retraites ou des jeunes isolés, étudiants ou sans emploi ; au-delà de la « crise du logement » est pointé l'impact du poids de la hausse des prix de l'immobilier sur les marges de manœuvres financières; etc.*<sup>8</sup> » De même, l'idée selon laquelle s'ils le voulaient vraiment, la plupart des chômeurs pourraient trouver un emploi progresse : elle est nettement majoritaire depuis 2014, avec 64% d'opinions favorables<sup>9</sup>.

La violence de la rupture entre les « Gilets jaunes » et les représentations traditionnelles dont la société française s'était dotée doit pourtant, désormais, trouver un débouché. Pour l'heure, aucun des – nombreux – partis qui ont apporté leur soutien au mouvement ne semble trouver grâce aux yeux des révoltés. A entendre leurs « représentants » sur les plateaux de télévision ou de radio, il n'est pas à exclure qu'ils se préparent à organiser leur propre suite politique.

A l'heure où ces lignes étaient écrites, un nouveau week-end de mobilisation est annoncé dans la France entière. Le gouvernement semble incapable de comprendre que la jacquerie en gilet jaune n'est pas un mouvement social ordinaire. La violence qui l'accompagne, au-delà des agissements des « casseurs » de tous horizons et des provocations, en témoigne. Il y a, parmi les participants, le sentiment confus de ne plus rien avoir à perdre.

---

<sup>8</sup> CREDOC, *Un Français sur deux se dit confronté personnellement à des difficultés importantes invisibles des pouvoirs publics ou des médias* (Communiqué de presse), mars 2016, consulté le 28 novembre 2018.

<sup>9</sup> Régis Bigot, Emilie Daudey et Sandra Hoibian : *En 2014, le soutien à l'Etat-Providence vacille*, note de synthèse du CREDOC, septembre 2014, consultée le 29 novembre 2018.

Il n'y a même plus la peur du déclassement. Pour ces laissés pour compte de la mondialisation, la relégation sociale est déjà une réalité.